



LES CINQUANTE PREMIERES ANNEES DE L'OTAN



Le 4 avril 1949, les Ministres des affaires étrangères de 12 pays et 1500 invités sont réunis dans le «Departmental Auditorium» (rebaptisé par la suite «Mellon Auditorium»), à Washington, pour la signature du Traité de l'Atlantique Nord.



Des enfants de Berlin-Ouest saluent de la main un avion-cargo américain apportant à la ville des approvisionnements lors du pont aérien de 1948-1949.



Sous le regard de l'Ambassadeur du Royaume-Uni, Oliver Franks (à gauche), le Ministre britannique des affaires étrangères, Ernest Bevin, l'un des promoteurs de l'engagement des Etats-Unis à l'égard de l'Europe, signe le Traité de Washington, le 4 avril 1949. Le lendemain, cet événement historique fait la une des journaux, d'Oslo à Lisbonne et à New York (à droite, de haut en bas).



« Nous comprenons que la Russie doit être assurée de la sécurité de ses frontières occidentales... Nous sommes heureux qu'elle occupe la place qui lui revient parmi les grandes nations du monde... J'ai cependant le devoir de vous soumettre certains faits concernant la situation actuelle en Europe. De Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer est tombé sur le Continent. Derrière la ligne ainsi tracée se trouvent toutes les capitales des vieux Etats de l'Europe centrale et orientale — Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia... »

Winston Churchill, Westminster College, Fulton, Missouri, 1946

Un policier allemand aide deux femmes à s'évader de la zone soviétique pour gagner le secteur britannique, en juin 1948.



UNE ALLIANCE EST CREEE

de Lawrence S. KAPLAN

Lawrence S. Kaplan, qui est, aux Etats-Unis, l'un des plus célèbres historiens de l'OTAN, rédige depuis de longues années de nombreux articles sur l'Alliance. Il fait ici part de son point de vue sur les grands tournants de l'évolution de l'Alliance et met en lumière les défis de l'avenir.

A lors que l'Alliance atlantique se penche sur ses 50 premières années, il est bon de se rappeler qu'elle fut le produit de deux révolutions, elles-mêmes nées des cendres de la Seconde Guerre mondiale. Pour les Etats-Unis, il fallait renoncer à la longue et chère tradition de l'isolationnisme. Pour l'Europe, il fallait enterrer un sombre passé et créer une nouvelle association unissant des pays qui avaient été rivaux.

La guerre avait fait du continent un champ de ruines et provoqué l'exode de plus de 50 millions de personnes. L'heure était plus au découragement et au désespoir qu'au retour du moral auquel on aurait pu s'attendre avec la fin des conflits. Les partis communistes de l'Ouest, notamment ceux de la France et de l'Italie, misaient sur ce désespoir pour tenter

de s'emparer du pouvoir par des moyens constitutionnels; il y avait là une menace d'extension à l'ouest du « Rideau de fer » que l'Union soviétique faisait tomber sur l'Europe centrale et orientale. Pour contrecarrer cette expansion du communisme, les dirigeants des pays d'Europe occidentale se tournèrent vers les Etats-Unis, considérant que seule l'Amérique pouvait offrir les moyens d'endiguer le communisme et d'assurer le développement pacifique d'une Europe unifiée.

Dès le début de l'année 1948, les Européens avaient répondu aux propositions d'aide économique massive des Etats-Unis contenues dans le Plan Marshall en présentant des plans complémentaires d'auto-assistance et d'aide mutuelle. Mais, pour les Ministres britannique et français des affaires étrangères, Ernest Bevin et Georges Bidault, ce n'était pas suffisant. La pression des Soviétiques avait gardé toute son intensité en 1947 et 1948, pour aboutir à un coup d'Etat communiste à Prague et à des tentatives d'intimidation visant la Norvège. Bevin et Bidault commencèrent alors à travailler résolument sur un projet de pacte défensif pour une Union occidentale, pacte qui mériterait le soutien des Etats-Unis.

En mars 1948, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas signèrent le Traité de Bruxelles, qui instituait une alliance défensive pour 50 ans. L'un des objectifs du pacte consistait à convaincre les Etats-Unis que les Européens étaient à la fois attentifs à l'avenir de leur sécurité et capables de s'organiser. Le Traité de Bruxelles devait amener les Américains à participer davantage à la défense de l'Europe. Ce fut d'abord un échec, qui allait pourtant se transformer en succès. Au début, si le Gouvernement du président Truman et le Sénat des Etats-Unis reconnaissaient que seule une aide de l'Amérique pouvait avoir une influence décisive dans une Europe dévastée, la tradition isolationniste des Etats-Unis semblait trop forte pour être facilement oubliée.

1945

La Charte des Nations Unies est signée à San Francisco (Californie)

1948

Cinq pays européens signent le Traité de défense mutuelle de Bruxelles

1948

Le blocus de Berlin par les Soviétiques amène les Occidentaux à mettre en place un pont aérien

1949

Douze pays signent le Traité de l'Atlantique Nord à Washington



Les officiers généraux du Commandement allié en Europe se préparent à tenir leur réunion inaugurale au premier siège du SHAPE, à l'Hôtel Astoria, à Paris, en 1951. On voit assis à la table, de gauche à droite, l'amiral Sir Patrick Brind (Royaume-Uni), Commandant en chef des forces du Nord-Europe, le général de corps aérien Lauris Norstad (Etats-Unis), Commandant en chef des forces aériennes du Centre-Europe, le général de corps d'armée Augustin Guillaume (France), Commandant en chef par intérim des forces terrestres du Centre-Europe, le Field Marshal Viscount Montgomery (Royaume-Uni), Adjoint du Commandant suprême, le général d'armée Dwight D. Eisenhower (Etats-Unis), Commandant suprême, l'Air Chief Marshal Hugh Saunders (Royaume-Uni), Adjoint du Commandant suprême pour les forces aériennes, l'amiral André Lemonnier (France), Adjoint du Commandant suprême pour les forces navales, le vice-amiral Robert Jaujard (France), Officier général des forces navales du Centre-Europe, et l'amiral Robert B. Carney



« [Le Ministre britannique des affaires étrangères, Anthony] Eden...me déclara de but en blanc que tous les pays de l'OTAN souhaitaient que je sois le premier Secrétaire général. Churchill... dit qu'il était sûr que j'accepterais ce poste quand je comprendrais ce qu'il impliquait. L'OTAN était le meilleur, sinon le seul, espoir de paix de notre temps, mais elle devait être organisée et gérée plus efficacement.... Je demandai si le Premier ministre était prêt à affirmer qu'il était de mon devoir d'accepter. La réponse fut immédiate: «Il est de votre devoir d'accepter, Pug». La question était réglée. »

Extrait de «[The Memoirs of General Lord Ismay](#)» (The Viking Press, 1960)

Le Secrétaire général, Lord Ismay, préside sa première réunion (à droite), au siège initial de l'OTAN, à Belgrave Square (Londres).



Le général Dwight D. Eisenhower, premier Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), s'adonne à la photographie à Istanbul en 1952. Chargé de donner à la jeune Alliance à la fois les troupes et le moral nécessaires, Eisenhower voyait son rôle comme celui «d'un superdiplomate, d'un superéconomiste et d'un soldat à ses moments perdus».

UNE AVANCEE AUDACIEUSE



(Etats-Unis), Commandant en chef des forces du Sud-Europe. On voit aussi, debout à l'arrière, de gauche à droite, le général de corps d'armée Wilhelm von Tangen Hansteen (Norvège), Commandant des forces terrestres de la Norvège, le général de corps d'armée Maurizio Lazarro de Castiglioni (Italie), Commandant des forces terrestres du Sud-Europe, le général de corps d'armée Alfred Gruenther (Etats-Unis), Chef d'Etat-major, le général de corps d'armée Ebbe Goertz (Danemark), Commandant des forces terrestres du Danemark, et le général de division aérienne Robert K. Taylor (Etats-Unis), Commandant des forces aériennes du Nord-Europe.



Des soldats turcs et grecs (à droite) dansent sur les airs folkloriques joués par une fanfare militaire turque lors d'exercices de l'OTAN tenus en 1953 dans la Thrace méridionale, en Turquie.

Puis, en juin 1948, l'Union soviétique interdit l'accès des alliés à Berlin, ville divisée et occupée. Ce blocus et le pont aérien qui suivit attirèrent l'attention des Américains sur un pacte de sécurité dont les grandes lignes avaient été exposées par les Britanniques lors d'une réunion tenue secrètement au Pentagone en mars 1948. Après de longues négociations menées à Washington durant l'été, les Européens purent finalement obtenir un accord sur une alliance impliquant les Etats-Unis et le Canada.

La réussite de ce projet passait par l'élargissement du premier groupe de cinq pays, auquel devaient s'ajouter le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal. Les Etats-Unis pouvaient ainsi voir en l'Alliance une entité «atlantique» plutôt qu'«européenne», ce qui rendait plus facile l'approbation du Sénat. L'élément clé de l'accord était son Article 5, qui prévoyait une riposte des alliés — et donc des Américains — à une attaque de l'extérieur contre l'une quelconque des parties. Cet engagement, psychologiquement vital pour la santé politique et économique de l'Europe occidentale, occupa une place centrale dans le Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949.

Les nouveaux Alliés pensaient que pour le court terme, la déclaration d'intentions conte-

nue dans le traité suffirait à dissuader totalement l'URSS de poursuivre ses ambitions dans l'Europe de l'Ouest. Mais en juin 1950, l'invasion de la Corée du Sud par une Corée du Nord d'obédience soviétique eut tôt fait de réduire à néant de telles illusions, en dynamisant l'Alliance à tous les niveaux. Craignant que la Guerre de Corée ne fût le prélude d'une attaque de l'Union soviétique contre l'Allemagne de l'Ouest, les dirigeants de l'OTAN firent de l'Alliance une organisation militaire disposant d'une structure de commandement intégrée et instituèrent des commandements suprêmes alliés pour l'Europe et l'Atlantique.

Le Conseil de l'Atlantique Nord choisit comme premier Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) le général des forces terrestres américaines Dwight D. Eisenhower. Cet officier populaire au sourire charismatique se mit immédiatement en devoir de donner à l'Alliance une organisation militaire et de convaincre les Européens de la nécessité d'un réarmement.

Le passage de l'Alliance d'un traité couché sur le papier à une organisation bien vivante fut consacré lors d'une réunion au sommet tenue à Lisbonne en février 1952. Reconnaisant la nécessité de consultations politiques régulières, le Conseil de l'Atlantique Nord décida alors de nommer un Secrétaire général.



1950

1951

1952

1952

La Corée du Nord envahit la Corée du Sud, ce qui déclenche la Guerre de Corée

L'Alliance établit le Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE)

La Grèce et la Turquie adhèrent à l'Alliance

Lord Ismay devient le premier Secrétaire général de l'OTAN



Dans le cadre majestueux du Palais de Chaillot, les Ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN signent les Accords de Paris de 1954 invitant l'Allemagne à se joindre à l'Alliance.

« Le bouclier de l'OTAN a été étendu à Berlin-Ouest il y a de longues années, et nous avons donné notre parole qu'une attaque sur cette ville sera considérée comme une attaque contre nous tous. Car Berlin-Ouest...a de nombreux rôles. C'est plus qu'une vitrine de la liberté, un symbole, un îlot de liberté dans l'océan du communisme. C'est même plus qu'un lien avec le monde libre, un signal d'espoir derrière le Rideau de fer... Berlin-Ouest est tout cela. Mais surtout, elle est maintenant devenue, comme jamais auparavant, le grand banc d'essai du courage et de la volonté des Occidentaux.... La communauté atlantique, telle que nous la connaissons, a été construite pour répondre au défi.... »

John F. Kennedy, Président des Etats-Unis,
25 juillet 1961



Le Président Kennedy effectue une visite au mur de Berlin en 1963, accompagné du Chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, Konrad Adenauer (deuxième à droite), et du Maire de Berlin, Willy Brandt (premier à droite).

LE FOSSE SE CREUSE



Nikita Khrouchtchev, Président du Conseil des ministres de l'URSS, fait un éclat à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1960.

Lord Ismay, ancien officier des forces britanniques, fut le premier à occuper ce poste. L'Alliance, instituée par le Traité de l'Atlantique Nord et comportant désormais une structure politique et une structure militaire, était devenue l'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Dès les premières années de son histoire, l'OTAN montra qu'elle savait s'adapter au changement en réalisant son premier élargissement: la Grèce et la Turquie se joignirent à elle en 1952, ce qui eut pour effet de renforcer le flanc Sud de l'Alliance. Deux ans plus tard, l'accord intervenu à Paris sur l'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest marqua une étape essentielle dans l'unification grandissante de l'Europe.

L'influence des Etats-Unis sur l'Alliance atteignit son apogée dans les années 50. Le contraste symbolique entre un Commandant suprême américain et un Secrétaire général (politique) européen reflétait le déséquilibre de la répartition des pouvoirs entre l'Europe et l'Amérique. Les Etats-Unis s'efforçaient de respecter les sensibilités de leurs alliés, en particulier par des accords en vertu desquels

les délits commis par des militaires américains hors de l'exercice de leurs fonctions tombaient sous le coup des lois du pays hôte. Il n'était pourtant guère surprenant que la Grande-Bretagne accepte mal de se voir refuser un commandement atlantique ou que la France rende les Etats-Unis responsables de sa perte de l'Indochine en 1954. Deux années plus tard, le refus des Etats-Unis d'appuyer les politiques britannique et française à Suez suscita également une certaine colère à Londres comme à Paris.

Quant aux plus petits pays de l'Alliance, leurs griefs furent exposés en 1956 par le Comité des «Trois sages» (un Canadien, un Norvégien et un Italien), qui fit valoir que la «méthode OTAN» de prise de décisions par consensus était trop souvent appliquée de manière inégale. Son rapport visait à consolider la cohésion interne et à développer la consultation politique.

Dans le même temps, l'évolution de la technologie nucléaire amenait l'Alliance, qui s'était jusqu'alors appuyée sur les forces conventionnelles, à s'intéresser davantage aux armes nucléaires tactiques. A la fin de la décennie, l'Alliance avait une authentique stratégie nucléaire. Malgré certaines difficultés dues à la nouveauté du projet, l'engagement des Etats-Unis de fournir 30 divisions équipées d'armes nucléaires devint la base psychologique des plans de défense de l'OTAN.

Au cours de cette période, la tension entre l'URSS et l'OTAN atteignit de nouveaux sommets. En 1957, le lancement par l'Union soviétique de Spoutnik I, premier satellite placé sur orbite autour de la Terre, conduisit l'Europe à s'interroger sur l'engagement des Américains concernant sa défense, car il donnait à penser que les Etats-Unis eux-mêmes seraient, en cas de conflit, vulnérables à une attaque menée au moyen de missiles balistiques intercontinentaux.

A cet exploit des Soviétiques vinrent s'ajouter, en 1958, les déclarations provocantes de Nikita Khrouchtchev au sujet de l'accès des Occidentaux à Berlin. La réaction unanime des Alliés obligea Khrouchtchev à battre en retraite cette fois-là, mais il allait revenir à la charge trois ans plus tard.



En août 1961, le mur de Berlin, alors en construction, sépare déjà deux tout petits amis.

1955

La République fédérale d'Allemagne devient membre de l'OTAN

1957

Le Traité de Rome institue la Communauté économique européenne

1961

Des soldats est-allemands construisent le mur de Berlin

1962

L'installation de missiles soviétiques à Cuba provoque une crise avec les Etats-Unis



« L'Alliance atlantique a deux fonctions essentielles. La première consiste à maintenir une puissance militaire et une solidarité politique suffisantes pour décourager l'agression... Dans ce climat, l'Alliance peut s'acquitter de sa seconde fonction, c'est-à-dire poursuivre ses efforts en vue de progresser vers l'établissement de relations plus stables qui permettront de résoudre les problèmes politiques fondamentaux. La sécurité militaire et une politique de détente ne sont pas contradictoires, mais complémentaires. La défense collective est un facteur de stabilité dans la politique mondiale. Elle est la condition nécessaire d'une politique efficace visant à un plus grand relâchement des tensions. Le chemin de la paix et de la stabilité en Europe consiste notamment à utiliser l'Alliance dans un esprit constructif dans l'intérêt de la détente. »

Extrait de l'article 5 du Rapport Harmel (Rapport sur les futures tâches de l'Alliance), 1967



Le SHAPE (Grand quartier général des puissances alliées en Europe) reçoit des vœux de bienvenue en Belgique, après son départ de Rocquencourt, en France en 1967 (à gauche). Charles de Gaulle, charismatique Président de la République française (ci-dessus en 1966), voulait voir les Européens traités en égaux au sein de l'Alliance.



Willy Brandt, Chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, reçoit à Oslo le Prix Nobel de la paix 1971 pour son oeuvre au service de la détente entre l'Est et l'Ouest.

UNE ALLIANCE QUI A DU RESSORT

À l'été 1961, l'ampleur grandissante de la crise déclencha un exode dans le secteur soviétique de Berlin. Aux premières heures de la matinée du 13 août, des soldats de l'Allemagne de l'Est mirent en place les barbelés et les barrages routiers qui devaient servir de bases au mur de Berlin. L'affrontement qui opposa ensuite blindés soviétiques et américains au «Checkpoint Charlie» et le déploiement par l'URSS de missiles offensifs à Cuba l'année suivante furent deux événements qui faillirent provoquer un conflit mondial.

Après le lancement de Spoutnik I, les Gouvernements des présidents Eisenhower et Kennedy s'étaient engagés dans une série de mesures destinées à redonner confiance aux

Alliés. Il s'agissait de l'implantation de missiles nucléaires à moyenne portée au Royaume-Uni, en Italie et en Turquie et d'une proposition détaillée visant à créer une force nucléaire européenne. Washington espérait que ce projet de force multilatérale inciterait la France à renoncer à mettre sur pied sa propre force de frappe nucléaire et dissuaderait l'Allemagne d'insister pour être elle-même dotée d'une force nucléaire. Mais ce concept de force nucléaire européenne avait quelque chose d'illusoire, dans la mesure où les ogives devaient rester sous le contrôle des Américains, et il fut abandonné en 1964.

Cet épisode eut pour l'Alliance des résultats divers. Il amena le Président de la République française, Charles

de Gaulle, à décider, en 1966, de retirer son pays de la structure militaire intégrée de l'OTAN, ce qui obligea l'Organisation à transférer en Belgique son siège et le Grand quartier général des puissances alliées en Europe. En même temps, ce retrait de la France donna aux pays alliés plus petits une influence accrue au sein des organismes OTAN de planification de la défense, dont le Groupe des plans nucléaires, qui venait d'être institué. L'OTAN survécut au retrait de la France de sa structure militaire décidé par de Gaulle, en partie parce que ce pays restait un membre actif de l'Alliance, contribuant à la défense de l'Europe par le maintien de troupes en Allemagne.

De tels changements ouvrirent une nouvelle phase de l'histoire de l'OTAN, comme en témoigne le Rapport Harmel, publié en 1967. Un petit groupe, présidé par Pierre Harmel, Ministre belge des affaires étrangères, parvint à faire prévaloir l'idée que la politique de défense devait s'accompagner d'une politique de détente. S'il marquait un tournant au niveau de la stratégie, le Rapport Harmel donnait aussi le signal d'une évolution de l'Organisation permettant aux pays de moindres dimensions de jouer un plus grand rôle dans la détermination des politiques de l'OTAN, cette influence nouvelle étant mise en évidence par la place accordée à la détente. Le fait que la menace soviétique paraissait diminuer amena également l'OTAN à revoir sa stratégie militaire en remplaçant la notion de «représailles massives» par celle d'une «riposte graduée» permettant, en cas d'attaque, des options conventionnelles ou nucléaires.

Ce fut Willy Brandt, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, qui donna le plus spectaculaire coup d'envoi de la détente. En 1969, dès son entrée en fonctions, il lança l'*Ostpolitik*, audacieuse initiative qui visait à faire s'ouvrir l'autre Allemagne et à améliorer les relations avec l'Est. Il cimentera ce profond changement par un traité, conclu en 1970 avec l'Union soviétique, qui reconnaissait la ligne Oder-Neisse comme frontière entre l'Allemagne de l'Est et la Pologne.



« Les traités sont comme les jeunes filles et les roses: ils durent ce qu'ils durent. »

Charles de Gaulle, Président de la République française, 1963

1966

La France se retire de la structure militaire de l'OTAN

1967

Le Rapport Harmel appelle à une plus large consultation. L'OTAN adopte une stratégie de «riposte graduée»

1968

Les troupes du Pacte de Varsovie écrasent le «Printemps de Prague»

1972

L'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est signent le Traité fondamental

A Moscou, Leonid Brejnev, Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique (à gauche), et Richard Nixon, Président des Etats-Unis, lèvent leur verre après avoir signé la première partie de l'accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT), en 1972. Même si cet accord marquait une amélioration des relations Est-Ouest, certains Européens craignaient que la détente entre les superpuissances ne prenne pas suffisamment en compte la question des missiles soviétiques à portée intermédiaire pointés sur l'Europe.



Des Européens manifestant contre le déploiement d'armes nucléaires en Europe marchent vers le siège de l'OTAN, à Bruxelles, en 1981.



Quatre ans après l'entrée de l'Espagne à l'OTAN, Felipe González, Premier ministre, dirige la campagne en faveur d'un vote positif dans un référendum sur la confirmation de l'engagement de son pays à l'égard de l'Alliance. Le «Si» l'emporta, et le référendum fut un succès.



Des lanceurs mobiles de missiles SS-20 font mouvement en Union soviétique. L'apparition de ces missiles à portée intermédiaire pointés sur l'Europe occidentale

Des partisans du syndicat polonais «Solidarité» manifestent contre le gouvernement communiste, à Varsovie, en août 1981. En décembre de la même année, le gouvernement imposa la loi martiale et réprima le jeune mouvement démocratique.



Ce réchauffement des relations Est-Ouest au début des années 70 s'accompagna d'un refroidissement des relations Ouest-Ouest. En 1972, le Président américain Richard Nixon et le Premier secrétaire du Parti communiste soviétique Leonid Brejnev signèrent les premiers accords SALT (pourparlers sur la limitation des armes stratégiques), et les membres européens de l'Alliance craignirent alors que les deux superpuissances ne s'apprêtent à conclure un marché sans qu'ils soient consultés. Par ailleurs, les Etats-Unis restaient engagés dans la Guerre du Viêt Nam, et l'on pouvait se demander s'ils n'allaient pas se replier sur eux-mêmes, réduire le budget qu'ils consacraient à la défense et chercher à limiter à un minimum leur contribution aux dépenses de l'OTAN. En même temps, l'Europe développait son intégration économique, ce qui lui donnait plus d'assurance pour exprimer sa volonté de ne plus dépendre des Etats-Unis.

A cette époque, des négociations sur des réductions «mutuelles et équilibrées» des forces, entamées à Vienne en 1973, achoppèrent sur le problème de la suprématie des forces conventionnelles du Pacte de Varsovie présentes sur le continent. Les deux camps avaient cependant marqué des points: la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avait obtenu de l'URSS, en vertu des dispositions de l'Acte final d'Helsinki, signé en 1975, l'engagement de respecter certains des droits de l'homme, ce qui était l'une des principales exigences des Occidentaux, mais avait aussi imposé une reconnaissance mutuelle des frontières existant en Europe, ce qui constituait un succès pour les Soviétiques.

Lorsque le Président Carter arriva au pouvoir, les relations transatlantiques connurent de nouvelles tensions. Les Européens avaient la pénible impression que les dirigeants américains ne savaient pas se décider, et cette impression grandit avec l'affaire de la bombe à neutrons, arme nucléaire de faible puissance capable d'anéantir des troupes ennemies tout en épargnant leur matériel. Après avoir poussé ses alliés à accepter l'idée de mettre au point une telle arme, ce qui impliquait pour eux un choix politique difficile, le Gouvernement du président Carter, craignant une réaction négative de ses administrés, renonça subitement au projet.

Ce fut durant cette période, marquée par une certaine tension au sein de l'Alliance, que l'Union soviétique se mit rapidement à déployer le SS-20, missile balistique à portée intermédiaire pointé sur les grandes villes européennes. Ce renforcement de la puissance nucléaire de l'URSS à un moment où l'Ouest avait réduit ses dépenses de défense appelait une réaction de l'OTAN. Ainsi fut prise, en 1979, la «double décision» de relever le défi des Soviétiques en déployant en Europe des systèmes de missiles de croisière et Pershing II à lanceur terrestre tout en poursuivant des négociations de maîtrise des armements visant à faire disparaître la nécessité de tels déploiements.

Tandis que les Etats-Unis offraient de renoncer à déployer ces armes si les Soviétiques retiraient leurs missiles, Moscou n'avait aucun intérêt à faire avancer les négociations tant qu'elle pensait que la lame de fond de l'opinion publique européenne pourrait empêcher le déploiement des missiles de l'Ouest. Cependant, la tactique de l'URSS et les mouvements de protestation des pacifistes occidentaux échouèrent, et le déploiement commença en 1983.

Deux ans plus tard, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant soviétique allait modifier radicalement le caractère des négociations sur la maîtrise des armements et des relations Est-Ouest en général. Dès son entrée en fonctions, Mikhaïl Gorbatchev relança les pourparlers engagés avec l'Ouest sur la maîtrise des



fut à l'origine de la décision de l'OTAN de déployer de nouvelles armes, et de la crise des euromissiles qui éclata alors à l'Ouest.

1973

Des pourparlers sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces s'ouvrent à Vienne

1975

Trente-cinq pays signent l'Acte final de la CSCE à Helsinki

1979

L'OTAN adopte une double politique de modernisation des armes et de poursuite des négociations sur le désarmement

1982

L'Espagne devient le 16e membre de l'OTAN



Des Berlinois savourent leur liberté en dansant joyeusement sur le mur de Berlin, en novembre 1989.

« M. Gorbatchev, abattez ce mur! »

Le Président des Etats-Unis
Ronald Reagan, Berlin, 1987



L'horizon de la ville de New York sert de toile de fond à la rencontre, en décembre 1988, entre le Président des Etats-Unis, Ronald Reagan (au centre), le Vice-président George Bush (à gauche) et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Le même jour, M. Gorbatchev annonça aux Nations Unies que l'URSS allait réduire unilatéralement ses forces conventionnelles.

« L'OTAN d'aujourd'hui n'est pas l'OTAN d'hier, et l'OTAN des années quatre-vingt-dix ne sera pas l'OTAN des années quatre-vingt. Notre Alliance évolue : nous nous adaptons aux circonstances nouvelles, et nous continuerons de le faire alors que nous façonnerons l'histoire de l'Europe. A l'avenir, notre Alliance se réorientera du domaine militaire vers le domaine politique, du maintien de la paix vers la consolidation de la paix, de la réaction à une menace imminente vers l'assurance contre les risques de demain, d'une Alliance dirigée par les Etats-Unis à un partenariat reposant sur l'égalité entre l'Amérique du Nord et une Europe plus unie. »

Manfred Wörner, Secrétaire général
de l'OTAN, Londres, novembre 1990

LE RIDEAU SE LEVE



armements et exprima son intérêt pour une relation nouvelle avec l'OTAN elle-même. L'Alliance et l'opinion publique — à l'Est comme à l'Ouest — accueillirent cette ouverture avec enthousiasme. Après plusieurs années marquées par de spectaculaires réunions au sommet, d'abord à Genève, puis à Reykjavik et à Washington, le Président américain Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev signèrent à Washington, en 1987, le traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Enfin se dessinait une authentique réduction des armements, même s'il subsistait des questions quant à ce que l'entente entre les superpuissances allait impliquer pour l'Europe.

Cependant, ni l'Amérique ni l'Europe ne prévoient la rapide implosion du système communiste que devait déclencher les politiques de *glasnost* et de *perestroïka* de Gorbatchev. Comme le reste du monde, l'OTAN n'était nullement préparée à l'escalade des événements, de la tenue d'élections libres en Pologne à l'ouverture des frontières de la Hongrie, au démantèlement du mur de Berlin en 1989, puis à la fin de la Guerre froide.

Ces changements eurent sur la structure de l'OTAN, sur la mission de l'Organisation et sur ses conditions de fonctionnement un effet proprement révolutionnaire. En juillet 1990, les dirigeants de l'Alliance appelèrent à de nouvelles formes de coopération avec les pays de l'Est, alors même qu'il leur fallait fixer à l'OTAN des objectifs à la fois nouveaux et réalistes et trouver d'autres formules pour la conduite de ses activités. La faillite du communisme permettait aux Alliés d'envisager un nouvel ordre européen, mais elle ouvrait aussi la voie à de nouveaux conflits régionaux et ethniques dans l'URSS éclatée et en Yougoslavie, et elle suscitait de profondes interrogations quant à la nécessité du simple maintien en vie de l'OTAN.

Un an plus tard, à Rome, l'OTAN adopta un nouveau concept stratégique qui prévoyait pour l'Alliance des missions nouvelles concernant le règlement des conflits et la sécurité régionale. Cette stratégie comportait l'intégration progressive des pays de l'ex-Pacte de Varsovie dans les structures occidentales, d'abord par le biais du Conseil de coopération nord-atlantique, créé en 1991 (et qui deviendra le Conseil de partenariat euro-atlantique), puis par celui de l'initiative de coopération et de formation militaires lancée dans le cadre du Partenariat pour la paix en 1994. Assumant alors de nouvelles responsabilités et de nouveaux partenariats, l'OTAN devenait la principale force stabilisatrice du continent.

La transformation de l'OTAN fut immédiatement soumise à l'épreuve très concrète du conflit dévastateur qui faisait rage dans l'ex-Yougoslavie. En 1995, après le bilan mitigé des opérations menées avec les Nations Unies pour faire régner la paix en Bosnie, l'OTAN organisa sa propre Force de mise en oeuvre (IFOR), à laquelle une Force de stabilisation (SFOR) allait succéder un an plus tard, pour imposer la paix et ouvrir la voie aux activités de reconstruction civile. Il y avait là un terrain d'essai pour la coopération avec des pays non OTAN, des militaires des pays membres de l'Alliance



D'anciens adversaires siègent ensemble, en tant que partenaires, à la réunion inaugurale du Conseil de coopération nord-atlantique de l'OTAN, à Bruxelles, en décembre 1991.



Le quotidien russe Izvestia relate en première page la visite historique effectuée à Moscou, en 1990, par Manfred Wörner, Secrétaire général de l'OTAN.

1987

1989

1990

1991

Le Président américain Ronald Reagan et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev signent le Traité sur les FNI

Le mur de Berlin est démantelé

A Londres, les dirigeants de l'OTAN appellent à une coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale

L'OTAN crée le Conseil de coopération nord-atlantique. L'URSS est dissoute



Tout à la joie de leur premier printemps de paix en quatre ans, des enfants jouent dans les rues de Dobrinja, faubourg de Sarajevo, en mars 1996.



De larges sourires accompagnent la signature à Paris, en 1997, de l'Acte Fondateur OTAN-Russie, qui ouvre un nouveau chapitre de l'Alliance.



Un soldat de l'IFOR distribue produits alimentaires et vêtements à des réfugiés dans la ville de Zivinice, en Bosnie.

PARTENAIRES POUR UNE NOUVELLE GENERATION



effectuant missions et patrouilles aux côtés de soldats venus de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine et de beaucoup d'autres pays, dont la Russie. Une telle coopération était sans précédent, et, même si les dirigeants de la Russie et de l'OTAN n'étaient pas toujours d'accord, les forces qu'ils avaient envoyées sur le terrain coopéraient de façon remarquable, comme elles le font encore aujourd'hui.

L'existence de missions et de stratégies nouvelles imposait de réexaminer la structure militaire de l'Alliance. L'OTAN centra sa réflexion sur sa capacité de mobiliser des forces à déploiement rapide, en se fondant sur le concept des Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM), né en 1994, et en prévoyant également un renforcement du rôle des Européens concernant la défense, dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale. Mais des initiatives aussi ambitieuses provoquent elles-mêmes, au sein de l'Alliance, des tensions au sujet de l'attribution des commandements régionaux dans un projet de nouvelle structure militaire. Après quelques controverses rapportées par les médias, les Alliés s'entendirent finalement sur une structure militaire révisée où les Européens pourraient mener des opérations sans la participation des Américains.

Alors que la dernière décennie du XX^e siècle arrive à son terme, les questions et les défis sont encore nombreux. L'élargissement de l'Alliance à l'Est et sa politique de la porte ouverte à d'autres nouveaux membres conduisent à se demander où se situeront finalement les frontières géographiques de l'OTAN. Le fait

que la Russie demeure une puissance nucléaire est, à cet égard, un sujet de préoccupation.

L'OTAN a bien cherché à amadouer Moscou par l'établissement d'une relation consultative spéciale, mais il reste à savoir si cela suffira à amener les Russes à se montrer plus coopératifs.

L'Alliance a également établi, à juste titre, un programme de coopération similaire avec l'autre ancienne grande république soviétique qu'est l'Ukraine.

Par ailleurs, de nouveaux cadres de partenariat ont été créés à l'intention des pays n'ayant pas été invités à se joindre à l'OTAN. Il s'agit notamment du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), qui réunit les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que les pays d'Asie centrale et des pays traditionnellement neutres, comme la Suisse. Avec son programme d'ouverture sur la Méditerranée, l'Alliance se tourne aussi vers le Sud, en direction de pays tels que le Maroc et l'Égypte. La prolifération des programmes de coopération pose toutefois des questions quant au rôle et au champ d'action qui seront finalement ceux de l'OTAN.

Dans le même temps, les crises qui secouent les Balkans conduisent à s'interroger sur la gestion des conflits « hors zone » de demain: quelle organisation devrait en être responsable au premier chef? L'OTAN, l'ONU ou l'OSCE? Et comment cette responsabilité devrait-elle être exercée? Quelle base juridique permet à l'OTAN d'intervenir dans des situations se produisant hors des frontières de l'Alliance sans une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies?

Ces questions risquent de ne pas trouver de réponse avant la fin du siècle. Pourtant, certaines des plus fondamentales soulevées après la Guerre froide concernant le caractère durable de la viabilité de l'Alliance et du partenariat transatlantique qui en est le fondement se sont révélées vides de sens. Les deux révolutions de 1949 restent bien vivantes, dans une relation transatlantique arrivée à maturité. Pour les États-Unis, les liens avec l'Europe se sont profondément enracinés dans la tradition nationale en matière de relations extérieures. De même, le développement constant de l'intégration de l'Europe témoigne du succès de la seconde révolution, dont le bouclier de l'OTAN a permis l'épanouissement. Quant à l'Alliance elle-même, elle a étendu son action bien au-delà de sa première mission de défense collective. Elle a survécu aux bouleversements des années 90 et a montré sa capacité de se ressourcer pour faire face aux défis du siècle prochain. ■



Au début de 1999, les Premiers ministres de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie préparent l'adhésion de leur pays à l'OTAN.

1994

1995

1997

1999

L'OTAN lance le Partenariat pour la paix

L'OTAN dirige la mission de l'IFOR (qui deviendra la SFOR) en Bosnie-Herzégovine

L'OTAN signe des accords de partenariat spécifiques avec la Russie et l'Ukraine et crée le CPEA

La Hongrie, la Pologne et la République tchèque deviennent membres de l'OTAN